

## Lettre à un enseignant de gauche

### Qui pourrait être aussi un « libéral » honteux

*« Continuons à construire patiemment l'extension de la laïcité républicaine pour renforcer le primat du politique sur le religieux. Non, l'intégrisme et le fondamentalisme, ce n'est pas nous ! Car la laïcité, c'est l'égalité, donc la liberté. C'est pourquoi je propose que la devise 'Laïcité, Égalité, Liberté' se substitue à l'actuelle dont le primat de la liberté abstraite, chère aux opposants de l'Ancien régime, fait aujourd'hui le lit des dérives intégristes et anti-démocratiques en tout genre. La liberté comprise comme le droit de tout faire, c'est nécessairement la liberté de la jungle et du plus fort, c'est forcément l'acceptation de l'inacceptable (intégrismes, fascisme, exploitation des hommes, des femmes, des enfants), donc des inégalités sociales, économiques, sexistes, religieuses, etc. Le combat pour la laïcité comme universalisme est donc le combat pour construire plus d'égalité et plus de libertés. Ce sont les conditions actuelles de l'épanouissement individuel dans la solidarité.*

*« Contre les logiques de régression dans l'individualisme ou le différentialisme communautariste. Pour la liberté de coexistence entre les diverses religions et l'athéisme ».*

\*

Ce charabia intellectuel, typique du prêt à penser de gauche, est extrait d'un article signé d'un enseignant, lequel, manifestement, ne cache pas son appartenance politique, tout enseignant laïque officiel qu'il soit, rémunéré par l'État, donc avec l'argent des contribuables. Même sans se déclarer ouvertement, on devine son militantisme à la lecture. Il traite d'un sujet relatif à la presse. Il n'est pas possible de tout relever dans un même article. J'ai donc retenu ce passage, à la fois banal par son jargon typiquement gauchiste, et significatif, car il reflète bien, en condensé, la mentalité de son auteur et de ceux que l'on définit globalement comme « progressistes ». Cet extrait m'a servi de prétexte pour répondre et énoncer quelques vérités, non point à l'auteur directement, mais à un enseignant imaginaire qui représenterait tous ses collègues dans la catégorie visée. Cela représente beaucoup de monde. Pourquoi cette lettre ? Parce que je tiens « l'Éducation nationale » comme l'institution emblématique de la République la plus marquée politiquement et la plus imprégnée idéologiquement. Et cela depuis Mai-1968, sans remonter jusqu'à la Libération où l'emprise des marxistes sur l'institution enseignante, au sortir de la guerre, sera déterminante dans les décennies à venir. Elle aura été, paradoxalement, celle qui a fait le plus grand tort à notre pays et à notre peuple en devenant un terrain d'enjeux idéologiques d'essence totalitaire, de la maternelle à l'université, jusqu'à la plus huppée de nos grandes écoles.

De plus, j'ai beau y mettre du mien, je n'arrive pas à me faire l'idée qu'ils sont un million d'enseignants à exercer le métier de professionnels de l'éducation en France. Un million de professeurs !... J'ai d'autant plus de mal à l'admettre que les résultats sont loin d'être à la hauteur de l'investissement et des espérances escomptées. Et il en plus, il n'y en a jamais assez. Les enseignants appartiennent à la catégorie de fonctionnaires la plus privilégiée du système républicain, dont ils se font les ardents et zélés défenseurs ; ils fournissent directement ou indirectement le personnel et les cadres politiques indispensables pour assurer la pérennité de la République et la conduite des citoyens. Ce n'est pas tout : l'école se veut la gardienne vétéreuse du dogme républicain ; nombre d'enseignants se sont mués en militants de terrain, oubliant la mission contractuelle initiale qui les lie à la société : enseigner, c'est-à-dire faire apprendre, transmettre le savoir. Ils ont transformé l'Éducation nationale en bunker corporatiste syndical, et en une gigantesque base opérationnelle politique. C'est pourquoi je désigne particulièrement les enseignants de gauche comme étant les vrais responsables de cette situation. Ils le savent. Je les accuse d'avoir détourné l'école de son but originel pour l'instrumentaliser en fer de lance des idéaux progressistes au nom sacré de la laïcité, laquelle est tout ce qu'on voudra, sauf neutre.

Dans la mesure où, en dépit d'un statut les astreignant à l'obligation de réserve, nombre d'entre eux profitent de leur position avantageuse de citoyens « protégés » de la République pour s'impliquer dans le prosélytisme politique, cette missive se justifie. Elle prendra la forme d'une lettre ouverte.

\*

Monsieur,

Je ne voudrais pas avoir l'air du méchant pion aigri biffant la copie d'un mauvais élève, et qui, d'un geste vengeur, pointe un zéro irrévocable ; mais je dois dire que certains passages de votre article méritent qu'on s'y arrête et appellent quelques commentaires.

Vous dites : *Continuons à construire patiemment l'extension de la laïcité républicaine pour renforcer le primat du politique sur le religieux*. Ah bon ?... Parce que depuis cent ans (dans un an !), l'œuvre de laïcisation de la France n'est pas encore achevée ?... Mais que fait la police de la pensée ? Ce n'est pourtant pas que l'Église catholique de France, néo-chrétienne et post-vaticane, ménage sa peine pour soutenir votre action dans l'accomplissement de cette œuvre de profanation ! Je note que vous prônez de *renforcer le primat du politique sur le religieux*, une façon d'avouer sans ambages que la « politique » doit prendre toute sa place à l'école et s'y trouver comme chez elle, alors que jusqu'à preuve du contraire, l'école étant laïque, ni le religieux ni le politique ne sont chez eux à l'école. Vous vous défendez fermement : *Non, l'intégrisme et le fondamentalisme, ce n'est pas nous ! C'est tout juste si vous n'avez pas ajouté : No pasaran !* Sauf que vous préconisez le contraire...

Il y a quarante ans, vos collègues de l'époque, même parmi les plus anti-calotins, n'employaient pas ces termes pour stigmatiser l'Église catholique. À qui s'adressent-ils, et que s'est-il donc passé entre temps pour que les mots « intégrisme » et « fondamentalisme » entrent dans le langage courant ? Ah ! oui, j'ai compris : vous voulez parler de l'islam. Mais alors, comment se fait-il que les musulmans soient si nombreux sur le territoire national, et qui les y a fait entrer si ce n'est vos amis politiques, ceux que votre corporation porte et soutient à bouts de bras ? Soit on ne les faisait pas entrer, soit on les accepte. S'ils sont chez nous, c'est qu'ils sont « chez eux chez nous » comme l'a si bien spécifié l'une de vos prestigieuses références politiques, François Mitterrand. Soit on les accepte tels qu'ils sont, soit on ne les faisait pas entrer puisqu'ils mettent à mal votre fameuse laïcité ; tout cela a un petit fumet de choc des civilisations. Vous précisez : *Car la laïcité, c'est l'égalité, donc la liberté*. Non ! Égalité et liberté sont contradictoires. Si vous ne le saviez pas, je vous l'apprends. Il faut choisir : liberté (agis comme un être responsable) ou égalité (ferme-la et obéis) ; autrement dit, l'égalité, ce n'est ni la liberté ni la laïcité. L'égalité, c'est le totalitarisme, le gréganisme niveleur, l'aliénation de l'individu ; la liberté, c'est son contraire. La liberté, c'est l'accomplissement de l'individu en tant qu'être responsable ; l'individu responsable s'oppose à l'individu noyé dans le collectivisme. Si pour vous il y a de la liberté dans l'égalité, c'est la liberté selon Saint-Just ; c'est la liberté selon Mao ou Pol Pot ; c'est la liberté aux soins de la Tcheka, du KGB et des amis du trio Lénine, Staline, Trotski (LST, ça fait presque maladie sexuellement transmissible).

*C'est pourquoi je propose que la devise "Laïcité, Égalité, Liberté" se substitue à l'actuelle dont le primat de la liberté abstraite, chère aux opposants de l'Ancien régime, fait aujourd'hui le lit des dérives intégristes et anti-démocratiques en tout genre*. La liberté vous ferait-elle peur ? Qu'est-ce que vous en savez de la liberté puisque, après tout, vous n'êtes qu'un fonctionnaire d'État qui n'a certainement pas pris de grands risques dans la vie, tout professeur qu'il est ? Il n'y a pas de mérite en soi à faire des études, si ce n'est de les avoir financées à ses frais par son propre travail, par son investissement personnel : il y du mérite à réussir. En quoi vous gêne-t-elle cette liberté abstraite qui n'est après tout que celle du drogué, du déviant, de l'asocial que rejette votre institution en laissant à la société le soin de le prendre en charge, de

l'assumer, et ainsi de pallier votre insuffisance morale tragique ou pire votre influence néfaste ?... Quant aux dérives intégristes et anti-démocratiques, il faudrait commencer par parler de votre intégrisme laïciste et réviser votre conception très personnelle de la démocratie, puisque vos amis politiques refusent toute forme de référendum, y compris le référendum d'initiative civique et le concept de nation qui le supporte, sans compter qu'ils empêchent tout un pan de la société de s'exprimer librement.

*La liberté comprise comme le droit de tout faire, c'est nécessairement la liberté de la jungle et du plus fort, c'est forcément l'acceptation de l'inacceptable (intégrismes, fascisme, exploitation des hommes, des femmes, des enfants), donc des inégalités sociales, économiques, sexistes, religieuses, etc.* Les amalgames, le n'importe quoi, les mots valises qu'on aligne pour montrer qu'on est un esprit fort, qu'on a tout compris ! Il fallait placer quelque part le mot « fascisme », c'est fait. Il faudra, un jour, vous-même et vos semblables, que vous arriviez à soigner cette névrose obsessionnelle qui vous perturbe et vous empêche d'être lucides ; le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de reconnaître et d'admettre que l'inventeur du fascisme, Mussolini, ex-anarchiste italien devenu ponte socialiste, n'était que l'un des vôtres, un de vos amis politiques, qu'à l'origine, le fascisme n'est qu'une forme de socialisme concurrente du communisme, et que le fascisme c'est vous. Rappelons que l'utilisation incantatoire de ce vocable vient de l'époque où les communistes traitaient de fasciste quiconque n'avait pas sa carte du Parti communiste, ou se permettait de dénoncer la totalitarisme communiste.

Je ne reviens pas sur la liberté comprise comme le droit de tout faire, puisque visiblement le concept de responsabilité vous échappe, et pour cause : de par votre statut public d'agent de l'État, vous êtes objectivement et par définition irresponsable. En quoi la liberté de la jungle et du plus fort serait-elle nécessairement la plus mauvaise ? Vous préférez la loi du plus faible incapable de se dépêtrer de la fatalité de son destin ? S'il n'existait pas un minimum de « darwinisme social », c'est-à-dire un minimum de compétition sélective dans le secteur concurrentiel de l'entreprise, et même dans la société (la sélection à l'école, justement), je me demande comment l'État pourrait garantir à vie vos fins de mois de fonctionnaire surprotégé, que vous apparteniez au public ou que vous soyez détaché dans le parapublic. Même les plus forts sont parfois victimes du Darwinisme social : les dinosaures l'ont appris à leurs dépens. Les Empires aussi. L'exploitation des hommes et le reste ? Vous êtes certainement bien placé pour en parler. À vingt-cinq heures par semaines et trois mois de congés payés annuels ou quelque chose comme cela, plus les avantages ou acquis sociaux pour les fonctionnaires, on ne peut pas dire que vous apparteniez à la catégorie des damnés de la terre, ni des travailleurs surexploités ou soumis à un travail de forcenés. Vous êtes-vous déjà posé une seule fois la question de savoir d'où provient l'argent qui rémunère votre fonction, et les avantages acquis de votre profession ?

Un mot sur le sexisme. Celui des musulmans ne semble pas trop vous gêner, ni vous choquer (je ne sais même pas si le mot suffit à désigner la chose), pas plus qu'il ne gêne vos consœurs féministes. D'ailleurs, pourquoi ne parle-t-on jamais du sexisme féminin ? Et pourquoi celui-ci ne va-t-il que dans un sens ? Pour ma part, je ne suis pas près de me sentir l'égal d'une femme, dans aucun domaine, à moins d'avoir à subir quelque transformation physiologique subreptice, susceptible de faire de moi le chapon nouveau de l'année, catégorie « transsexuel ». Peut-être les générations suivantes, à force de les émasculer psychologiquement, vous finirez bien par en faire les larves républicaines rêvées qui hantent tant vos nuits que vos espérances. Ils ne seront pas devenus femmes pour autant. Vu les perspectives qui s'annoncent, continuez, vous êtes sur la bonne voie. Pour aimer une femme, il ne faut surtout pas être son égal, comme aurait dit le très lucide Sacha Guitry. Son inférieur ou son supérieur peut-être, mais pas son égal. L'égalité entre hommes et femmes dégénère en rivalité, confusion des rôles, et nuit à la cohésion du couple. Et d'ailleurs les femmes dignes de ce nom ne la réclament pas. Ce sont des gens comme vous, et quelques déviants hystériques partagés entre les deux sexes, qui exigent l'égalité en

leur nom. Les femmes ont besoin d'amour et de reconnaissance, pas d'égalité. Elles s'en moquent de l'égalité ! Si vous les connaissiez bien, si vous étiez en tant qu'homme réceptif à leurs vibrations les plus intimes, vous constateriez que la notion d'égalité homme-femme ou femme-homme est loin d'être le fantasme susceptible de flatter leur sensibilité féminine et de les faire grimper aux rideaux. Il faut avoir autre chose à leur proposer que des poncifs idéologiques ineptes et surannés pour les combler. Elles veulent, par-dessus tout, aimer et être aimées, c'est tout ; peut-être un peu plus qu'aimée : respectées. Le carburant de la femme, ce qui les fait avancer, qui les fait courir, c'est l'amour au sens plein. À condition d'être aimées par des hommes, si vous voyez ce que je veux dire. La femme se donne, cher monsieur. Elle se reprend, aussi. Et il arrive que la reprise soit proportionnelle à la déception et aux récriminations expéditives qui s'ensuivent. Ni les quotas, ni la parité, ni la mixité, ni la société hermaphrodite unisexe ou asexuée (c'est très à la mode de nos jours !), ne sont de nature à répondre à cette attente. Ce désir ardent est tellement refoulé dans leur inconscient, tellement raviné par le lavage de cerveau intensif qu'elles subissent en tant qu'objet de pression sociale, qu'elles ne parviennent même plus à le formuler.

*Le combat pour la laïcité comme universalisme est donc le combat pour construire plus d'égalité et plus de libertés. Ce sont les conditions actuelles de l'épanouissement individuel dans la solidarité.* Nous-y voilà ! Mais auparavant, permettez-moi de douter qu'il soit du ressort de l'école de garantir l'épanouissement de l'individu, à défaut de lui garantir les bases élémentaires de la connaissance. Je vois mal la grande masse des enseignants susciter un hypothétique épanouissement personnel dont la plupart sont eux-mêmes dépourvus. Sauf les exceptions, comme toujours. L'épanouissement relève du développement intrinsèque de la personnalité individuelle ; le plus souvent, il se manifeste hors de l'école, au contact de la vie réelle. Par contre, ce dont je suis certain, c'est qu'il ne manque pas d'enseignants exerçant une influence dangereusement pernicieuse sur la fraction la plus fragile de la jeunesse ; ils sont responsables des dérives psychopathologiques et sociales parfois tragiques dans lesquelles ces jeunes gens sont entraînés malgré eux. Mais c'est un problème qui vous regarde, vous et les parents... Quand il y en a !

Arrivons au but : *la laïcité comme universalisme...* N'importe quel esprit lucide fera spontanément l'équation suivante : laïcité plus universalisme égale... Égale quoi au juste ? Égale communisme. CQFD. Je précise que le mot « universalisme » est un synonyme politique de totalitarisme (sauf dans son sens chrétien). Ensuite, il s'agit de bien cadrer la signification du mot laïcité que vous semblez totalement ignorer. Laïc (peuple, en grec), dans son acception française, est un non religieux ; ce qui veut dire que, sous l'Ancien Régime, quand on n'était pas religieux on était laïc ; et quand on n'était pas laïc, on était religieux ; autrement dit, dans les laïcs, il y avait des laïcs chrétiens et des laïcs athées ou agnostiques... Détourner la notion de laïcité pour en faire un instrument politique et lui faire dire tout et n'importe quoi est un véritable bluff ! Vous voulez introduire le mot laïcité dans la devise parce que vous vivez avec la nostalgie du communisme et de ses avatars. Encore sous le coup de la chute tragique du Mur de Berlin, de l'échec de toutes les expériences totalitaires, y compris le socialisme, vous êtes un frustré du modèle soviétique (eux aussi voulaient plus d'égalité et de liberté, ils ont eu le Goulag) ; orphelin de Marx, Lénine, Trotski, Mao et de notre si belle dictature jacobine, nostalgique du Grand Soir, vous tentez de le réintroduire par le biais de la laïcité. La laïcité, dogme républicain réactualisé pour cause d'islam en folie, n'est que le déversoir universel de vos fantasmes idéologiques. Une seule obsession : abolir les différences, les spécificités individuelles, et fondre le tout dans ce grand chaudron républicain qu'est l'école républicaine adaptée à produire des générations d'individus idéologiquement matricés, conditionnés pour obéir ou être punis.

Vous êtes contre *la logique régressive dans l'individualisme*, mais vous n'êtes pas contre le retour au collectivisme niveleur, égalisateur, unifomisateur, destructeur de la personne et de

l'identité. Vous n'avez pas réussi à abolir les différences de classes, vous tentez désormais d'exister en essayant d'abolir les différences de races.

Vous êtes contre *le différentialisme communautariste*, mais vous oubliez de préciser que ce sont vos amis républicains, toutes tendances confondues, qui l'ont introduit en France. D'autre part, il faudra m'expliquer comment vous pouvez être contre le différentialisme communautariste, et en même temps soutenir le dogme officiel de l'intégration qui suppose non point l'assimilation, mais son contraire, c'est-à-dire l'expression des différences ethno-culturelles de chaque communauté étrangère, juxtaposées dans un communautarisme de fait et même de droit qui s'assimile à une forme de multi-apartheid inversé ? Vous oubliez aussi que vous avez un pays, et que vous appartenez à la communauté française, la seule, l'unique communauté légitime de ce pays — laquelle, en attendant le Grand Chambardement auquel vous aspirez, assure vos fins de mois et votre retraite. Parce que vous êtes un matérialiste pur produit, et comme tous les individus de votre acabit, vous n'avez pas de pays, pas de peuple, pas de racines, pas d'appartenance. Vous êtes un apatride rattaché à l'État ; vous êtes un de ces nombreux citoyens sans frontières, Citoyens du monde ou *No Borders* comme ils se définissent eux-mêmes, mais qui ne vivent pas n'importe où, surtout pas hors de ce beau pays de France, de sa fonction publique, de ses droits acquis et autres avantages sociaux garantis à vie, etc. Un apatride, parce que, au fond, vous êtes agité par le complexe de haine de soi ; vous méprisez le peuple français, c'est-à-dire que vous vous méprisez vous-mêmes, vous méprisez la France, son histoire, son passé pour lequel vous voudriez, vous et vos amis, qu'on fit table rase, et vous êtes un soi-disant professeur ! Vous n'avez aucun respect pour nos morts, nos ancêtres, pas plus que pour les vivants qui ne pensent pas comme vous, pas davantage pour leur descendance que pour leur ascendance. Vous êtes englué dans un présent insipide réduit aux turlutaines idéologiques qui agitent votre mental, et gouvernent l'univers fantasmagorique de votre illusoire destinée humaine de fonctionnaire assisté.

\*

Comme je l'ai évoqué plus haut, la France va commémorer le centenaire de la séparation de l'Église et de l'État, autrement dit le triomphe de la « laïcité » sur l'obscurantisme religieux et les superstitions dévotes. Je laisse aux historiens le soin d'évoquer cette période douloureuse pour les catholiques de France. Je crois que nous n'allons pas manquer de surprises. Il faudra que vos amis intellectuels de gauche nous expliquent pourquoi ils ont montré tant de haine et de hargne contre L'Église catholique et son clergé, alors qu'aujourd'hui, ils se montrent mielleux, onctueux, pétris d'obséquiosité rampante devant les fous de Dieu de la secte islamiste qui n'a pas un atome de commun avec notre civilisation... La haine de soi a encore frappé ?... Vous avez une excuse : au-delà de 1789, vous ne savez pas, vous ne savez rien. Plus rien n'existe, plus rien n'a existé. Pour vous et vos semblables, la France, le Monde, sont nés en 1789, un point c'est tout. Je tiens tout de même à vous rappeler ce fait historique : l'Église catholique est la co-fondatrice de cette France détestée que vous habitez et qui vous nourrit encore à ce jour, avec Clovis 1<sup>er</sup>, roi du peuple Franc, consacré à Reims par le sacrement de l'onction baptismale. Notre pays a fêté en 1996, avec, je dois le dire, une discrétion de violette, les 1500 ans de son existence ; une existence déjà bien trop longue pour certains idéologues de votre famille de pensée, nous le savons que trop.

Oui, il faudra nous expliquer cette singulière et fort ambiguë déférence que nombre de gens de votre acabit dédient à l'islam tout en défendant le principe de laïcité. Au point que nul n'est autorisé à critiquer le « prophète » Mahomet, sous peine de blasphémer et d'être traité d'islamophobe ! Critiquer Mahomet à partir de faits objectifs concrets et reconnus (et ils ne manquent pas !), c'est le blasphémer, mot qui, en d'autres circonstances, renvoyé à l'adresse de la religion catholique, n'eût éveillé chez vous que rictus goguenards...

C'est l'aventure qui vient d'arriver à l'un de vos collègues. Cela me donne l'occasion de rappeler qu'il y a quand même — heureusement ! — nombre d'enseignants de valeur, des professionnels honnêtes, compétents, qui méritent respect et considération. Louis Chagnon est de ceux-là. Professeur de 5<sup>e</sup> en Histoire et Géographie, poussière dans le million fatidique, ne voilà-t-il pas un jour qu'il se permit d'affirmer, en classe, devant les élèves, que Mahomet était un voleur et un assassin ?... Ce que vérifient le Coran et l'histoire officielle du prophète. Je trouve même qu'il était plutôt en retrait par rapport à la vérité officielle. Mais que n'avait-il dit là, le malheureux ! Un collectif de parents d'élèves le dénonce comme un suppôt de Satan, puis le MRAP et la Ligue des droits de l'homme (sic) lui tombent dessus sans crier gare, le traînant toute affaire cessante devant les tribunaux pour provocation à la haine et à la violence racistes (rien que ça !)... Du jour au lendemain, le petit prof lambda, point habitué à subir ce genre d'agression fulminatoire, se voit publiquement couvert du sceau de l'infamie. Un inspecteur d'Académie (!?) ira jusqu'à l'accuser d'avoir insulté Mahomet : il fallait oser !... Coupable d'avoir insulté Mahomet en disant la vérité du Coran ! Mais lisez-donc le « Saint » Coran, messieurs les inspecteurs d'Académie ! Lisez la vie de Prophète, l'histoire de l'islam ! On comprend que s'il avait insulté l'Église catholique, le Christ ou le Pape, comme cela se vérifie au quotidien, il eût probablement reçu les félicitations du même inspecteur d'Académie, au nom du dogme intangible et infrangible de la laïcité, la seule « vérité » officiellement reconnue, la seule religion admise à gauche.

Louis Chagnon ne s'est pas démonté. Dans un excellent article signé en Une du *Figaro*, honneur qui d'ordinaire n'est pas réservé au premier venu, il se défend et contre-attaque. Il écrit en substance : « **Une société qui remplace le débat par les tribunaux est une société malade.** (...) *Force est de constater qu'aujourd'hui la démocratie en France est bel et bien en danger : qu'un citoyen-enseignant puisse être traîné devant les tribunaux pour avoir relaté des faits et gestes d'un personnage mort il y a quatorze siècles le prouve assez* ». Puis votre courageux confrère d'avertir : « *Le message est clair en direction de tout le corps enseignant : cela est un avertissement et celui ou celle qui ne rentrera pas dans le rang du politiquement correct subira le même sort. Cela porte un nom : le terrorisme intellectuel.* » Notre « citoyen-enseignant » est un ci-devant communiste. Donc votre *alter-ego* ou pas loin. Il a pris un coup sur la coloquinte, ce qui a eu le mérite de lui dessiller instantanément les yeux... Un vœu : qu'il aborde avec le même souci de vérité historique et de sincérité ce que fut le communisme en Union soviétique et ailleurs, tout comme le communisme bien de chez nous, avec le PCF et sa CGT.

« Terrorisme intellectuel », « politiquement correct », ne sont que des expressions atténuées pour désigner le gravissime état de subversion intellectuelle et morale dans lequel notre monde moderne est plongé. La notion de péché laïc tend à réintégrer le langage politique et à se substituer à l'ordre religieux laissé vacant. Le péché, c'est le mal, l'interdit absolu, le tabou. On ne juge plus les actes, on juge les mauvaises pensées. Il appelle la sanction, la fulmination, puis la condamnation ou le salut. Le salut, c'est la confession et la repentance. Ce n'est plus le tribunal de Dieu qui statue, c'est le tribunal correctionnel à minima, en attendant le Tribunal révolutionnaire et la guillotine. Dans un confessionnal on pouvait demander le pardon et recevoir l'absolution ; dans un tribunal républicain, dûment laïcisé, on reçoit le coup de massue ! Les communistes ont inventé « l'autocritique », sorte de confession publique destinée à exorciser le mal et à purifier le pénitent de toutes mauvaises pensées qui ne seraient pas en accord avec le dogme officiel. La condamnation, dans l'ex-Union soviétique, c'étaient les camps de rééducation, l'hôpital psychiatrique, le goulag ou la mort. On y vient, mais par des voies détournées et selon la technique du voleur chinois. Le récent projet de Haute autorité contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE), véritable police politique de l'État républicain, héritière probable de son ancêtre jacobin, le Comité de sûreté générale, jette les premiers fondements orwelliens de *Big-Brother* en s'appuyant sur l'impressionnant arsenal

répressif institué en France depuis la loi Pleven du 1<sup>er</sup> juillet 1972 contre le racisme et l'antisémitisme. Son but est de lister tous les péchés à ne pas commettre, stigmatiser les coupables, saisir les tribunaux, fulminer publiquement la sanction, il ne manque plus que la Loi des suspects. Elle introduit sournoisement une notion qui renvoie à l'autocritique ci-dessus : l'amende honorable. Quand je vous dis qu'on y vient ! (1)

Nous subissons un véritable renversement des valeurs, une perversion du sens réel, un laminage en règle des fondements de notre civilisation qui vise à terme à l'autodestruction du genre humain, et à sa soumission aux puissances totalitaires du Nouvel Ordre Mondial. Cette dérive amorcée depuis longtemps est orchestrée au son du tam-tam des droits de l'homme, symboles de cette laïcité universelle crypto-théologique que vous appelez de vos vœux. Autrement dit, si nous interprétons bien vos souhaits, l'avenir qui se dessine, c'est le communisme ou néo-communisme planétaire garanti par les règles implacables du marché. La grande collusion libérale-communiste, qui d'ailleurs ne date pas d'aujourd'hui !

L'un des pères de l'école laïque, président de la Ligue de l'Enseignement, le franc-maçon Jean Macé (1815-1894), laissait échapper ce propos qui en dit long sur l'état d'esprit d'une certaine élite républicaine : « Qui tient les écoles de France, tient la France ». Tenir les écoles, tenir la France ! Tout est là. Quel aveu ! Quel programme ! Quelle ambition ! Quel cynisme ! Non, le but de l'école n'est pas de transmettre les savoirs et de former des citoyens fiers de leur pays et responsables. Son but est de TENIR la France comme on tient par le licol une vache qu'on mène à l'abattoir ; comme on tient des innocents en otage ; comme on tient les esprits en leur faisant subir un lavage de cerveau permanent, de la naissance à la mort. Si l'on n'a pas hésité à faire de l'école la plus grosse administration de France, si l'on n'a pas hésité à lui réserver le plus gros budget de l'État, si l'on n'a pas hésité à enfourner dans le mammoth 1 400 000 fonctionnaires dont un million d'enseignants (80 % à gauche), soit au total 50 % des agents publics de l'État, qu'on se le dise : c'est pour tenir la France, et la tenir fermement rattachée au colbac ! Et surtout bien encarcanner les lobes frontaux de nos jeunes compatriotes.

Il suffit de voir ce qu'est devenue notre société soumise à un processus de décadence accélérée, de pourrissement des cerveaux et des âmes par l'argent, par la permissivité transgressive, de voir à l'œuvre les échantillons les plus « prestigieux » de cette école, pour vérifier que la France est en effet bien tenue, fermement tenue, et que les esprits rebelles, allergiques au système, libres et responsables, ne sont pas près de s'échapper du cloaque républicain. Que vous le vouliez ou non, que vous y participiez activement ou passivement, vous êtes un agent de cette subversion, tel un commissaire politique qui s'ignore. Vos propos révèlent, en quelques expressions significatives, votre état d'esprit et montrent que si vous êtes, je n'en doute pas, un professionnel fort respectable, vous êtes aussi un militant politique en action, agissant de sa propre initiative ou par le biais de l'engagement syndical. Mon action militante, à moi, consiste justement, hors du système républicain où je suis placé, à aller à rebours de votre tendance pour n'avoir pas un jour à nous retrouver, nous Français, entraînés avec notre pays et à notre corps défendant, dans une *logique de régression* irréversible, qui nous mettrait en situation de subir *forcément l'acceptation de l'inacceptable*.

J'ai bien l'honneur, Monsieur (2004)

---

1. Créée en 2005, la Halde (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) a été dissoute six ans plus tard pour défaut de gestion et corruption aggravée. Elle disposait d'un budget de 12 millions d'euros et un pouvoir d'ester en justice, doublé d'un pouvoir d'investigation digne d'une police politique (elle a été définie comme auxiliaire de justice). Ses compétences seront transférées au Défenseur des droits (sic).

Le nom de Louis Schweitzer, suisse d'origine, ancien PDG du groupe Renault, est associé à la Halde dont il fut le président au traitement de 7000 euros mensuels pour faire acte de présence. Haut-fonctionnaire, gauchiste de luxe, sorti de la promotion Robespierre de l'ENA (tout est dit), ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius

sous la mandature socialo-communiste de Mitterrand, il a occupé de nombreuses fonctions sur la scène économique soit comme président, administrateur, membre du conseil de surveillance ou membre consultatif.

Secteur privé : AstraZeneca, Renault, AB Volvo, Pechiney, BNP Paribas, EDF, L'Oréal, Veolia Environnement Philips, Allianz, Banque de France, MEDEF International.

Secteur public : Fondation nationale des sciences politiques, Musée du Louvre, Musée du quai Branly, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3, École des Mines de Nancy, Fondation Adrienne et Pierre Sommer, Fondation Droit Animal, Éthique et Sciences, Initiative France, Centre européen de musique, Institut français de relations internationales (Ifri), Le Siècle, l'INRA (agriculture.), le CIRAD (agriculture à l'international).

Il s'agit-là d'un exemple parmi d'autres. Vous comprenez mieux la porosité ou la consanguinité qui existe entre le public et le privé, entre milieux politiques et milieux d'affaires (certes, cela a toujours existé, mais à ce point, il est permis de se poser des questions.) Vous comprenez mieux aussi pourquoi la France est malade et pourquoi elle va au tapis. C'est aussi cela la République.

---